Documents Administratifs

MINISTÈRE DU COMBUSTIBLE ET DE L'ÉNERGIE.

5 MARS 1948. — Arrêté du Régent relatif au fonctionnement de l'Institut national de l'Industrie charbonnière.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 24 de la loi du 13 août 1947, instituant le Conseil national des Charbonnages et l'Institut national de l'Industrie charbonnière, en vertu duquel les modalités de fonctionnement de l'Institut seront établies par arrêté royal ;

Vu les articles 20, 21 et 22 de la même loi, relatifs au directeur, à la surveillance d'un commissaire du gouvernement et au budget, au bilan et au compte de résultats de l'Institut ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil national de l'Industrie charbonnière, en sa séance du 11 décembre 1947, en application du 9° de l'article 4 de la même loi du 13 août 1947 ;

Sur la proposition du Ministre du Combustible et de l'Énergie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les réunions du conseil d'administration auront lieu à Liège, au siège de l'Institut, ou à Bruxelles, au Ministère du Combustible et de l'Énergie.

Art. 2. La durée du mandat des membres du conseil d'administration est fixée à six exercices. Le conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans ; la désignation des mandats à renouveler au bout des trois premiers exercices se fera par tirage au sort. Les mandats sont renouvelables.

Art. 3. En application du 8^e alinéa de l'article 16 de la loi du 13 août 1947, le président est nommé par le Roi, sur proposition du conseil d'administration.

Si la présentation n'est pas agréée, le conseil est invité à présenter un autre candidat.

Le mandat du président a une durée de six exercices. Il est renouvelable.

Le conseil d'administration nomme en son sein deux vice-présidents. Le conseil d'administration se réunira la première fois sous la présidence du plus âgé de ses membres.

Art. 4. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents.

Si le conseil régulièrement convoqué ne se trouve pas en nombre, il est convoqué à nouveau et peut alors délibérer et statuer valablement, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets portés, pour la deuxième fois, à l'ordre du jour.

Les décisions du conseil doivent être prises à la majorité des membres présents.

En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre.

Art. 5. Le conseil d'administration peut constituer dans son sein un comité de direction composé du président, d'un des deux vice-présidents et de trois à six membres, chargé de prendre dans l'intervalle des séances les décisions nécessaires à la bonne marche de l'Institut, dans la limite des pouvoirs qui lui auront été conférés par le conseil d'administration.

Le directeur de l'Institut assiste, avec voix consultative, aux réunions du comité de direction.

Art. 6. Le conseil d'administration arrête le règlement organique de l'Institut et le soumet à l'approbation du Ministre du Combustible et de l'Energie.

Le conseil d'administration nomme et révoque les agents et employés de l'Institut. Il détermine le cadre et le statut du per-

sonnel dans un règlement soumis à l'approbation du Ministre du Combustible et de l'Energie.

Art. 7. Le mandat des membres du collège des commissaires est fixé à six exercices.

Le collège est renouvelé par moitié tous les trois ans ; la désignation des mandats à renouveler au bout des trois premiers exercices se fera par tirage au sort.

Les mandats sont renouvelables.

Les commissaires, pour l'exécution de leur mission, ont les droits d'investigation les plus étendus, dans le domaine de la vérification des comptes et du contrôle de la comptabilité.

Art. 8. Des jetons de présence ou, s'il y a lieu, des émoluments fixes, sont alloués aux présidents, vice-présidents et aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux membres du collège des commissaires du gouvernement. Le montant en est déterminé par le Ministre du Combustible et de l'Energie, en accord avec le Ministre du Budget.

Le traitement du directeur est fixé par le Roi, sur proposition du conseil d'administration.

Art. 9. En application de l'article 20 de la loi du 13 août 1947, le directeur est nommé par le Roi, sur présentation du conseil d'administration. Si cette présentation n'est pas agréée, le conseil est invité à présenter un autre candidat.

La limite d'âge du directeur est fixée à 65 ans.

Outre le rôle qui lui est dévolu par la loi, le directeur surveille et dirige le travail des agents de l'Institut. Il coordonne les recherches en cours, rassemble la documentation et fait exécuter les publications éventuelles.

Il dirige la comptabilité et est chargé des opérations de recettes et de dépenses.

Art. 10. Le président ou un des deux vice-présidents du conseil d'administration et le directeur représentent l'Institut dans les actes publics et sous seing privé ; les actions judiciaires sont intentées et défendues à leur poursuite et diligence.

Art. 11. Le commissaire du gouvernement peut prendre son recours auprès du Ministre du Combustible et de l'Energie, dans les trois jours, contre toute décision du conseil d'administration ou du comité de direction qui serait contraire à la loi du 13 août 1947, aux arrêtés d'exécution, au règlement organique de l'Institut ou à l'intérêt général.

Ce recours est suspensif. La décision devient exécutoire si, dans le délai de quinze jours, le Ministre du Combustible et de l'Energie n'a pas donné suite au recours.

Ces délais sont francs et se comptent à partir du jour où la décision est venue à la connaissance du commissaire du gouvernement soit par la notification qui lui est faite, soit par sa présence à la réunion du conseil d'administration du comité de direction où elle a été prise.

Le commissaire du gouvernement a tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de sa mission. Il peut assister aux réunions du conseil d'administration et aux réunions du comité de direction ; il y a voix consultative. L'inspecteur des finances du Ministère du Combustible et de l'Energie peut assister, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration et du comité de direction. Il fait éventuellement rapport au Ministre du Combustible et de l'Energie et en donne connaissance au commissaire du gouvernement.

Art. 12. Le conseil d'administration soumet au Ministre du Combustible et de l'Energie, avant le 1^{er} novembre, le projet du budget pour l'année suivante, projet qui est communiqué aux Chambres législatives à l'intervention du Ministre du Budget.

Il lui soumet avant le 31 mars les comptes de l'année précédente, clôturés à la date du 31 décembre, ainsi que le bilan et un rapport sur l'activité et sur la gestion administrative et financière de l'Institut.

Le rapport d'activité, auquel sera joint le bilan et les comptes, est communiqué aux Chambres législatives par le Ministre du Combustible et de l'Energie.

Art. 13. La comptabilité budgétaire est tenue par exercice se clôturant le 31 décembre de chaque année.

Les budgets des recettes et dépenses de l'Institut sont présentés en deux tableaux, l'un indiquant les recettes, l'autre les dépenses. Les budgets des recettes font disparaître, en des chapitres distincts, le subside annuel de l'Etat, la redevance des charbonnages et les autres catégories de ressources.

Les budgets des dépenses présenteront, en des chapitres distincts, notamment : les subventions de l'Institut en faveur de la recherche, les dépenses d'aménagement et de premier établissement ; les dépenses de personnel, les autres dépenses d'administration.

Les dépenses du personnel administratif ne pourront être confondues, en aucun cas, avec les dépenses relevées dans les autres chapitres.

Art. 14. La décision d'accorder un subside prévu au 3^e de l'article 17 peut rester valable pendant une période maximum de trois ans à dater de la décision prise.

Les opérations relatives à un exercice peuvent se poursuivre pendant l'année suivante.

L'Institut est autorisé à reporter le solde excédentaire d'un exercice à un compte de réserves.

L'Institut ne peut acquérir que les immeubles nécessaires à la fin qu'il poursuit. Il ne peut investir les fonds dont il dispose qu'en fonds d'Etat ou en effets publics dont la liste est établie par arrêté royal. Ses disponibilités sont déposées à la Banque Nationale, au Crédit communal ou à l'Office des Chèques postaux.

Art. 15. Le Ministre du Combustible et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre du Combustible et de l'Energie,
A. DELATTRE.

Vu :

Le Ministre du Budget :
JOS. MERLOT.

MINISTÈRE DU COMBUSTIBLE ET DE L'ÉNERGIE.

Institut National de l'Industrie Charbonnière.

5 MARS 1948. — Arrêté du Régent. Conseil d'administration et collège des commissaires. Nomination des membres.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 août 1947, instituant le Conseil national des Charbonnages ainsi que l'Institut national de l'Industrie charbonnière, et notamment les articles 16 et 19 de cette loi ;

Vu les présentations faites conformément aux articles 16 et 19 précités ;

Sur la proposition du Ministre du Combustible et de l'Énergie,
Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Institut national de l'Industrie charbonnière :

Membres désignés par les organisations les plus représentatives de la direction des entreprises charbonnières : MM. Urbain, Hector, à Boussu ; Stevens, Edgard, à Ressaix ; Ghaye, Louis, à Châtelet ; Henry, René, à Micheroux ; Seutin, Oscar, à Eisdén-Mines.

Membres désignés par les organisations les plus représentatives du personnel ouvriers et employés des charbonnages : MM. Lemme, Hubert, à Liège ; Legiest, Joseph, à Charleroi.

Membres désignés en raison de leur compétence particulière en matière économique et sociale dans la science de l'exploitation des mines :

a) par le Ministre de la Coordination économique et du Rééquipement national MM. de Magnée, Ivan, à Bruxelles ; Drechsel, Max, à Mons ;

b) par le Ministre du Combustible et de l'Énergie : MM. Hacquaert, Armand, à Gand ; Bidlot, Raymond, à Liège ; Jadot, Albert, à Mons.

Membres appartenant à l'Administration des Mines : MM. Fripiat, Joseph, à Pâturages ; Grosjean, André, à Bruxelles.

Membre délégué du Ministre ayant le Rééquipement national dans ses attributions : M. Gérard, Paul, à Bruxelles.

Membres désignés par l'Institut pour l'Encouragement des Recherches scientifiques dans l'Industrie et l'Agriculture : MM. Henry, Louis, à Bruxelles ; Legraye, Michel, à Liège ; Mertens, Eugène, à Louvain.

Art. 2. Sont nommés membres du collège des commissaires de l'Institut national de l'Industrie charbonnière :

Membre désigné par les organisations les plus représentatives de la direction des entreprises charbonnières : M. Fontaine, Richard, à Bruxelles.

Membre désigné par les organisations les plus représentatives du personnel ouvriers et employés des charbonnages : M. Leclercq, Georges, à Bellecourt.

Membre désigné par le Ministre des Finances : M. Bleret, Paul-Emile, à Woluwe-Saint-Lambert.

Membre désigné par le Ministre du Combustible et de l'Énergie : M. Demouchamps, Gaston, à Bruxelles.

Art. 3. Le Ministre du Combustible et de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1948

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre du Combustible et de l'Énergie,
A. DELATTRE.

INSTITUT NATIONAL DE L'INDUSTRIE CHARBONNIERE.

Ressources de l'Institut.

2 AVRIL 1948. — Arrêté du Régent fixant pour l'année 1948 le montant de la redevance à la tonne nette produite.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil National des Charbonnages ainsi que l'Institut National de l'Industrie charbonnière ;

Considérant qu'aux termes de l'article 18 de la dite loi, les ressources de l'Institut National de l'Industrie charbonnière sont assurées :

— d'une part, par un subside annuel de l'Etat, inscrit au budget du Ministère du Combustible et de l'Energie ;

— d'autre part, par une redevance à la tonne nette produite dont le montant est fixé chaque année par le Roi ;

Considérant qu'il importe de fixer pour l'année 1948, le montant de la redevance à la tonne nette produite pour contribuer aux ressources de l'Institut National de l'Industrie charbonnière ;

Vu l'avis émis en sa séance du 29 janvier 1948, par le Conseil National des charbonnages, en vertu de l'article 4, 9° de la loi précitée du 13 août 1947 ;

Sur la proposition du Ministre du Combustible et de l'Energie ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. Le montant de la redevance à la tonne nette produite pour contribuer à assurer les ressources de l'Institut

National de l'Industrie charbonnière est fixé à la somme de quarante centimes par tonne produite au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1948.

Art. 2. La redevance est due par chaque exploitant de mine de houille sur la base de sa production en tonnes nettes, telle qu'elle résulte des statistiques établies par la Direction Générale des Mines.

Elle sera perçue directement par l'Institut National de l'Industrie charbonnière en quatre tranches calculées sur la production de chaque trimestre et payables chacune au cours du premier mois qui suit le trimestre considéré.

Art. 3. Le Ministre du Combustible et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre du Combustible et de l'Energie,
A. DELATTRE.

Pour copie conforme :

Le Directeur d'Administration,
F. MATHIEU.

MINISTRE DU COMBUSTIBLE ET DE L'ENERGIE.

22 AVRIL 1948. — Loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
Le Roi Léopold III se trouvant, par le fait de l'ennemi, dans l'impossibilité de régner,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et pris sur avis des sections réunies du Conseil national des Charbonnages, il peut être établi entre les entreprises concessionnaires et amodiataires des mines de houille un système de solidarité des profits et des pertes en vue de maintenir en activité les exploitations dont la production s'avère nécessaire à l'approvisionnement du pays.

La compensation ainsi établie ne pourra être appliquée qu'à concurrence de 70 p. c. du profit réalisé par les charbonnages bénéficiaires.

Art. 2. Les sommes perçues à titre de solidarité à charge des personnes physiques ou morales assujetties à la présente loi sont exonérées dans leur chef de tous droits fiscaux généralement quelconques.

Art. 3. L'exécution des arrêtés royaux pris pour assurer l'application de la présente loi est soumise au contrôle du Conseil national des Charbonnages, suivant les modalités prévues par

l'article 7 de la loi du 13 août 1947, instituant le Conseil national des Charbonnages ainsi que l'Institut national de l'Industrie charbonnière.

Art. 4. Par arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres et pris après consultation des sections réunies du Conseil national des Charbonnages et sans préjudice du droit du propriétaire de reprendre à tout moment et moyennant préavis d'un mois l'exploitation de son entreprise, il peut être procédé à la mise en exploitation d'office, au compte et sous l'autorité de l'Etat, des entreprises visées à l'article premier, qui cesseraient leur activité.

L'Etat aura, dans ce cas, la jouissance des gisements, des installations du fond et de la surface, ainsi que des approvisionnements et des documents qui seraient nécessaires à la poursuite de l'exploitation.

L'Etat exploitant un ou plusieurs charbonnages participe à la caisse de solidarité instituée en vertu de l'article premier de la présente loi.

Art. 5. L'exploitant, dont l'entreprise fait l'objet de la mesure visée à l'alinéa précédent, a droit à la réparation du dommage effectif qu'il a subi ; il lui sera payé, de ce chef, une indemnité compensatoire dont le montant sera établi, *ex aequo et bono*, et comprendra dans tous les cas :

a) Une somme payable trimestriellement et égale à l'intérêt, calculé au taux des avances de la Banque Nationale, pendant la durée de la gestion exercée en application de la présente loi, du capital représentatif de la valeur vénale, estimée à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal prévu à l'article 4, des biens qui composent l'actif de la société et qui sont affectés par l'Etat à l'exploitation de l'entreprise ;

b) Une somme payable lorsque l'Etat cessera l'exploitation de l'entreprise et correspondant à l'amortissement ainsi qu'à l'usure anormale ou à la destruction des objets mobiliers ou immobiliers utilisés par lui.

A quelque moment que le propriétaire vienne à reprendre l'exploitation de l'entreprise, il sera tenu de rembourser à l'Etat la somme qu'il aura perçue en application du littéra a) du présent

article et de lui payer une indemnité correspondant aux frais d'entretien qu'il aurait dû supporter pour assurer la conservation de l'exploitation pendant le temps où il a interrompu son activité ainsi que la valeur des investissements que l'Etat aurait fait pendant la durée de son exploitation et qui constitueraient un enrichissement sans cause du concessionnaire.

Les indemnités dont il est question ci-dessus ainsi que les délais de paiement sont fixés par le Conseil national des Charbonnages, sans préjudice d'un recours devant le tribunal de première instance du lieu de l'exploitation.

Au début et à la fin de la gestion exercée en application de la présente loi, il sera établi un inventaire et un état des lieux dont la forme et les modalités d'exécution seront déterminées par arrêté royal.

Art. 6. L'exploitation d'office, en vertu de l'article 4 de la présente loi, est assurée sous l'autorité et le contrôle du Ministre qui a le combustible dans ses attributions.

Art. 7. Le Ministre qui a le combustible dans ses attributions fera trimestriellement rapport au parlement sur l'exécution des mesures prises en vertu de la présente loi.

Art. 8. Les infractions aux dispositions des arrêtés royaux pris pour assurer l'exécution de la présente loi sont punies d'une amende de 100 francs à 1 million de francs et d'un emprisonnement d'un mois à cinq-ans ou d'une de ces peines seulement.

Art. 9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Elle cessera ses effets le 1^{er} janvier 1949.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 avril 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Premier Ministre,
Ministre des Affaires étrangères,
P.-H. SPAAK.

Le Ministre du Combustible et de l'Energie,
A. DELATTRE.

Le Ministre des Affaires économique
et des Classes moyennes,
J. DUVIEUSART.

Le Ministre de la Coordination économique
et du Rééquipement national,
DE GROOTE.

Vu et scellé du sceau de l'Etat,
Le Ministre de la Justice,
P. STRUYE.

MINISTERIE VAN ENERGIE EN BRANDSTOF.

5 MAART. — Besluit van de Regent houdende de werking van de Nationale Raad voor de Steenkolenrijverheid.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen et toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 24 van de wet van 13 Augustus 1947, houdende instelling van de Nationale Raad voor de Steenkolenmijnen, alsook van het Nationaal Instituut voor de Steenkolenrijverheid, krachtens hetwelk de werkingsmodaliteiten van het Instituut bij koninklijk besluit zullen worden vastgesteld ;

Gelet op de artikelen 20, 21 en 22 van dezelfde wet, betreffende de directeur, het toezicht van een regeringscommissaris en de begroting, de balans en de uitkomstenrekening van het Instituut ;

Gelet op het gunstig advies, uitgebracht door de Nationale Raad voor de Steenkolenrijverheid in zijn vergadering van 11 December 1947, in toepassing van 9° van artikel 4 van dezelfde wet van 13 Augustus 1947 ;

Op de voordracht van de Minister van Energie en Brandstof,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De vergaderingen van de raad van beheer zullen gehouden worden te Luik, op de zetel van het Instituut, of te Brussel, op het Ministerie van Energie en Brandstof.

Art. 2. De duur van het mandaat van de leden van de raad van beheer wordt vastgesteld op zes dienstjaren. De raad wordt iedere drie jaar voor het helft hernieuwd ; de mandaten die na de eerste drie dienstjaren te hernieuwen zijn worden door loting aangeduid. De mandaten zijn hernieuwbaar.

Art. 3. In toepassing van alinea 8 van artikel 16 van de wet dd. 13 Augustus 1947, wordt de voorzitter, op voordracht van de raad van beheer, door de Koning benoemd.

Als het voorstel niet wordt aanvaard wordt de raad verzocht een ander candidaat voor te dragen.

Het mandaat van de voorzitter heeft een duur van zes dienstjaren. Het is hernieuwbaar.

De raad van beheer benoemt in zijn schoot twee ondervoorzitters. De raad van beheer zal de eerste maal bijeenkomen onder het voorzitterschap van het oudste lid.

Art. 4. De raad van beheer kan slechts geldig beraadslagen als ten minste de helft van zijn leden tegenwoordig zijn.

Als de regelmatig bijeengeroepen raad niet in voldoende aantal is, wordt hij opnieuw bijeengeroepen en kan dan geldig beraadslagen en uitspraak doen, welk ook het aantal aanwezige leden zij, over de onderwerpen die voor de tweede maal op de dagorde werden geplaatst.

De beslissingen van de raad moeten bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden getroffen worden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De raad zal ten minste eens per kwartaal vergaderen.

Art. 5. De raad van beheer mag in zijn schoot een bestuurscomité oprichten, samengesteld uit de voorzitter, één der twee ondervoorzitters en drie tot zes leden. Het is belast om tussen de zittingen in en binnen het kader der door de raad van beheer verleende machten, de beslissingen te nemen die nodig zijn voor de goede gang van het Instituut.

De directeur van het Instituut woont de vergaderingen van de raad van beheer bij met raadgevende stem.

Art. 6. De raad van beheer stelt het organiek reglement van het Instituut vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Energie en Brandstof.

De raad van beheer benoemt en ontslaat de beambten en bedienden van het Instituut. Hij stelt het statuut en het kader van het personeel vast in een reglement dat ter goedkeuring aan de Minister van Energie en Brandstof wordt voorgelegd.